



Nouvelles mesures sanitaires à l'école : pas à la hauteur des enjeux.

COMMUNIQUÉ

Alors que les taux d'incidence et de contamination se dégradent globalement et que les fermetures de classes se multiplient, O. Véran et JM. Blanquer viennent d'annoncer ce jeudi 25 novembre de nouvelles mesures applicables dès la semaine prochaine dans l'Éducation nationale.

Les écoles et les établissements scolaires restent au niveau 2 du protocole et les mesures sanitaires actuelles restent applicables et appliquées dans les établissements du second degré. La principale annonce concerne les écoles où il n'y aura plus de fermeture de classe systématique dès le premier cas positif. Le gouvernement a décidé de généraliser l'expérimentation menée dans 10 départements visant à systématiser le dépistage immédiat de tou-tes les élèves de la classe et d'isoler tous les cas positifs ainsi que les élèves non testés.

Si la CGT Éduc'action rappelle qu'il faut tout faire pour maintenir au maximum les écoles et les classes ouvertes afin de préserver l'accueil et l'égalité d'accès à l'enseignement de tou-tes les élèves, elle s'interroge face à une telle annonce. En effet, celle-ci peut être comprise comme un desserrement de la vigilance à l'heure où toutes les mesures doivent être prises afin de garantir au maximum la sécurité sanitaire des personnels et des familles, mais aussi de garantir le fonctionnement le plus normal des écoles. Pour nous, il est hors de question de laisser croire aux personnels et aux familles que plus aucune classe ne sera fermée au regard de la complexité de mise en œuvre de ces mesures. Dans les départements expérimentaux, des classes ont été tout de même fermées car trop de cas positifs ou par impossibilité d'avoir les résultats sous 48h. Il est aussi hors de question que les personnels soient amenés à assurer simultanément leurs cours en présentiel et distanciel.

Pour la CGT Éduc'action, l'application de ce protocole relève de l'unique responsabilité des autorités hiérarchiques du ministère de l'Éducation nationale et des autorités sanitaires. Elle n'incombe en rien aux équipes pédagogiques des écoles. Mettre en place et appliquer cette nouvelle stratégie sanitaire est plus que chronophage et stressante pour les personnels. C'est d'ailleurs ce qui était déjà souligné dans les 10 départements expérimentaux alors que les taux de contamination étaient bien moindres. Dans ces conditions, il est probable que cela ne suffise pas à empêcher les fermetures de classe et suscite l'incompréhension des familles.

La CGT Éduc'action continue de revendiquer la création immédiate de postes afin de multiplier les dédoublements et d'augmenter les moyens de remplacement pour éviter au maximum le brassage lors d'absences de collègues. Il est également nécessaire de multiplier les campagnes de tests et de lancer un travail institutionnel afin d'informer et de convaincre les familles d'y participer. Les personnels et les élèves ne doivent pas être les victimes d'une politique sanitaire gouvernementale qui détériore les conditions de travail et d'étude de toutes et tous.

Montreuil, le 25 novembre 2021